

## SUJET

Les deux parties sont indépendantes  
AUCUN MATÉRIEL N'EST AUTORISÉ

### PARTIE 1

Questionnaire à choix multiples  
Répondre sur la feuille de réponse pré-imprimée

#### Q1

En quelle année l'impôt sur la fortune immobilière s'est-il appliqué pour la première fois ?

1. 2014
2. 2015
3. 2018
4. 2019

#### Q2

À quelle date la réforme de la responsabilité des gestionnaires publics prend-elle effet ?

1. Le 1er janvier 2023
2. Le 1er mars 2023
3. Le 1er juin 2023
4. Le 1er septembre 2023

#### Q3

Depuis la mi-juin 2021, par qui les demandes de télétravail des agents sont-elles gérées ?

1. Par le chef de service
2. Par le responsable du pôle ressources de la DDFiP/DRFiP
3. Par le service des ressources humaines de la DDFiP/DRFiP
4. Par le SIRH

#### Q4

Laquelle des propositions suivantes correspond à la fiche de liaison visant à améliorer le recouvrement des créances issues du contrôle fiscal ?

1. La fiche d'information
2. La fiche de solvabilité
3. La grille analyse risque du recouvrement
4. La LICORN

### Q 5

Le Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) :

1. a pour ambition d'accélérer l'externalisation de certaines missions jusque-là réservées à la DGFIP
2. assure à la DGFIP des moyens en forte hausse pour les dix prochaines années
3. formalise l'engagement réciproque entre la DGFIP et la Direction du Budget et définit des objectifs précis de modernisation de la DGFIP en lui garantissant des moyens à la hauteur de ceux-ci
4. concerne uniquement l'accélération de la transformation numérique au service des agents, des usagers et des partenaires

### Q 6

Quel est le nom de l'application déployée à compter de janvier 2023 en remplacement des applications DDR3 et SCR3 ?

1. D2C
2. DFT NET
3. HERA
4. MEDOC

### Q 7

L'usage des réseaux sociaux à titre privé par un agent de la DGFIP :

1. lui est totalement prohibé du fait même de sa qualité d'agent public
2. ne nécessite pas le respect des obligations déontologiques professionnelles de l'agent
3. ne le dispense pas du respect du devoir de réserve, même s'il utilise un pseudonyme
4. nécessite la signature d'une charte de confidentialité

### Q 8

À compter de quelle date l'obligation de transmettre des factures électroniques concernera-t-elle l'ensemble des entreprises ?

1. Le 1er janvier 2024
2. Le 1er janvier 2025
3. Le 1er janvier 2026
4. Le 1er janvier 2027

### Q 9

Dans le cadre de la généralisation du paiement de proximité, auprès de qui les produits locaux peuvent-ils être désormais réglés ?

1. Les buralistes-partenaires agréés
2. Les bureaux de la Banque Postale
3. Les centres commerciaux agréés
4. Les communes

### Q 10

La démarche ÉcoFip de la DGFIP en matière de politique écoresponsable et de développement durable :

1. a pour unique objectif de dresser un portrait complet de son activité énergétique
2. est pilotée par l'agence pour la transition écologique
3. est une initiative propre à la DGFIP
4. vise à susciter des initiatives innovantes et à adopter collectivement et individuellement des comportements écoresponsables

### Q 11

Parmi ces affirmations suivantes relatives au budget participatif, laquelle est fautive ?

1. Le budget participatif a fait l'objet d'une expérimentation en 2020
2. Le budget participatif est inscrit au COM
3. Le montant des projets participatifs menés en expérimentation représentait entre 1 % et 3 % de la Dotation Globale de Fonctionnement
4. Suite au succès de l'expérimentation du budget participatif, ce dernier a été généralisé à la DGFIP et est désormais obligatoire pour toutes les Directions

### Q 12

De quel délai un contribuable dispose-t-il pour saisir le tribunal administratif compétent lors d'un litige avec l'administration ?

1. Deux mois à compter de la réception de la décision de rejet de l'administration
2. Trois mois à compter de la réception de la réclamation initiale lorsque l'administration n'a pas répondu à la réclamation du contribuable
3. Trois ans à compter du 31 décembre de l'année d'imposition
4. Il n'existe aucun délai particulier, le contribuable pouvant saisir le tribunal administratif à tout moment

### Q 13

Le revenu de solidarité active (RSA) relève de la compétence :

1. De la commune
2. De la région
3. Du département
4. D'aucune d'entre elles, car il relève de la compétence de l'État

### Q 14

Auprès de quel service l'option pour le versement libératoire du micro-entrepreneur doit-elle être effectuée ?

1. L'Urssaf
2. Le Service des Impôts des Entreprises
3. Le Service des Impôts des Particuliers
4. Le Tribunal de commerce

### Q 15

À qui la fiche de signalement utilisée pour signaler une agression, une injure, une menace d'agression ou de coups et blessures doit-elle être adressée ?

1. L'assistant de prévention
2. L'assistante sociale
3. Le médecin de prévention
4. Le service des ressources humaines départemental

### Q 16

Sur quelle plateforme les factures adressées aux collectivités sont-elles déposées ?

1. ARTEMIS
2. BAMBOU
3. CHORUS PRO
4. MARCHE

### Q 17

Quel réseau a été lancé officiellement le 8 mars 2022 ?

1. Le réseau collaboratif
2. Le réseau « Diversité et égalité professionnelle à la DGFIP »
3. Le réseau « Égalité des chances »
4. Le réseau « Femmes de la DGFIP »

**Q 18**

Associez chacune de ces applications au domaine qu'elle couvre :

1 – Ficoba	A – Opérations intracommunautaires
2 – Pappers	B – Informations d'identité légale des sociétés
3 – TTC	C – Échanges avec les usagers
4 – E-Contacts	D – Comptes bancaires des contribuables

1. 1/D – 2/A – 3/B – 4/C
2. 1/D – 2/A – 3/C – 4/B
3. 1/D – 2/B – 3/A – 4/C
4. 1/D – 2/C – 3/A – 4/B

**Q 19**

Parmi les typologies de temps de travail suivantes, laquelle n'existe pas au sein de la DGFIP ?

1. 36h12 réparties sur 5 jours par semaine
2. 37h30 réparties sur 5 jours par semaine
3. 38h00 réparties sur 5 jours par semaine
4. 39h45 réparties sur 5 jours par semaine

**Q 20**

En 2021, pour sa deuxième année d'application, combien de déclarations de revenus 2042 ont-elles été taxées selon le dispositif de la déclaration automatique ?

1. 7 millions
2. 9 millions
3. 11 millions
4. 16 millions

**Q 21**

Qu'est-ce que le contrôle allégé en partenariat ?

1. L'absence totale de contrôle de la dépense
2. La coordination des contrôles respectifs de l'ordonnateur et du comptable
3. Le contrôle de la dépense à l'appui de pièces justificatives allégées
4. Le contrôle de la dépense de manière ciblée en fonction des enjeux

**Q 22**

Sur quel réseau social la DGFIP n'est-elle pas présente ?

1. Facebook
2. Instagram
3. Snapchat
4. Youtube

**Q 23**

Combien de collectivités expérimentent-elles la certification des comptes ?

1. 25
2. 50
3. 75
4. 100

**Q 24**

Quel dispositif permet à l'administration de se rendre sur place pour procéder à des constats matériels et consulter les livres ou documents comptables en matière de TVA après l'envoi d'un avis d'instruction sans pour autant constituer une procédure de vérification de comptabilité ?

1. L'examen de comptabilité
2. L'instruction sur place
3. La vérification ponctuelle de comptabilité
4. Le contrôle sur pièces

**Q 25**

Parmi ces termes, lequel ne correspond pas à un principe budgétaire ?

1. L'annualité
2. L'antériorité
3. L'unité
4. L'universalité

**Q 26**

Chaque année, à partir de quel mois un contribuable peut-il corriger sa déclaration de revenus en ligne ?

1. Juin
2. Juillet
3. Août
4. Septembre

**Q 27**

Quel est le nom de l'application dédiée à la gestion de la formation professionnelle au sein de la DGFIP ?

1. ALOA
2. DIESE
3. OCAPI
4. SEM@FOR

**Q 28**

Parmi les interlocuteurs suivants, lequel peut se charger du contrôle des régies ?

1. L'Inspection Générale des Finances
2. L'ordonnateur
3. Le comptable public
4. Le régisseur

**Q 29**

Combien d'années de service public au minimum un agent B doit-il compter pour pouvoir passer le concours interne d'inspecteur ?

1. Deux ans
2. Quatre ans
3. Six ans
4. Huit ans

**Q 30**

Créé par le décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021, l'examen de conformité fiscale :

1. est un pré-contrôle exercé par l'administration lors de la réception des déclarations fiscales afin de garantir que les conditions de forme sont respectées
2. est une prestation contractuelle au titre de laquelle un prestataire s'engage à se prononcer, de manière préventive, sur la conformité aux règles fiscales d'une entreprise
3. n'est accessible qu'aux entreprises exerçant une activité professionnelle sous forme de société
4. ne s'applique pas aux entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 50 000 €

**PARTIE 2**  
**Questionnaire à réponses courtes**  
**Répondre sur la feuille de réponse pré-imprimée**

**Q1**

Expliquez le droit à l'erreur et les conditions requises pour pouvoir en bénéficier.

**Q2**

Décrivez les missions d'un SFACT.

**Q3**

Décrivez le dispositif de Fonds pour l'amélioration des conditions de vie au travail des agents.

**Q4**

Exposez les missions du conseiller aux décideurs locaux.